

Contrôle des rejets non domestiques

Echange sur les pratiques

Synthèse de l'enquête

Claire Tillon

Graie



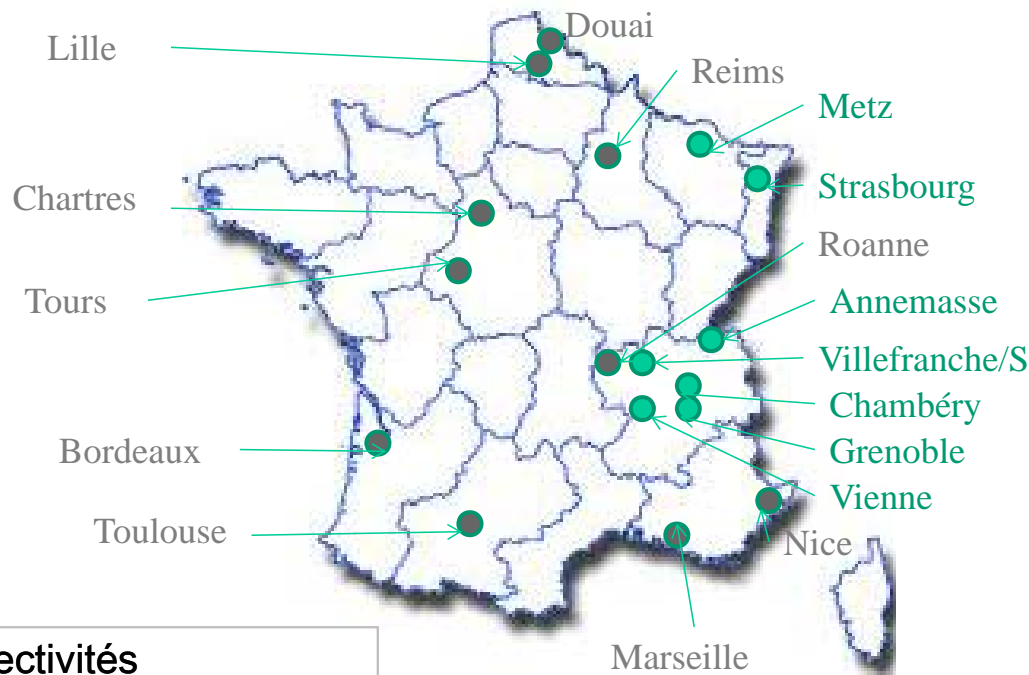
Judi 24 novembre 2011 – Stade des Alpes – Grenoble Alpes Métropole (38)



Une enquête pour savoir quoi ?

1. Cadre du contrôle
2. Choix des entreprises à contrôler
3. Objectifs des contrôles
4. Type de contrôle pratiqué
5. Moyens (RH, organisation, budget)
6. Conséquences du contrôle

Une enquête auprès de qui ?



17 collectivités
+ Lyonnaise des eaux

Des contrôles dans quel cadre ?

- Les collectivités réalisent-elles des contrôles ?
 - 15 « Oui »
 - 2 « Non »
 - 1 instruit sur dossier
 - 1 projette de les mettre en place
- Dans quel cadre ?
 - Diagnostic initial pour **6** collectivités
 - Respect du PC pour **3** collectivités (dont 1 si prétraitement)
 - Contrôle périodique régulier pour **4** collectivités
 - Contrôle inopiné pour **11** collectivités (+ 3 qui préviennent 24 à 48h à l'avance)
 - Contrôle suite à pollution constatée pour **8** collectivités

Quelles entreprises sont contrôlées ?

- Les entreprises conventionnées uniquement
 - 6 collectivités
- D'autres entreprises
 - en cas de pollution : 9 collectivités
 - En fonction de leur activité : 3 collectivités
 - Sur d'autres critères (géographiques,...): 1 collectivité

Quel programme de contrôle ?

- Elaboration du programme
 - Programme annuel : 7 collectivités
 - Programme par activités ou flux : 4 collectivités
 - Contrôle au cas par cas : 6 collectivités
- Fréquence du contrôle
 - Annuelle : 4 collectivités
 - Plus fréquemment pour les flux importants : 1 collectivité
 - Moins fréquemment : 11 collectivités

Quels objectifs pour les contrôles ?

- Respect de la convention
 - 17 collectivités
- Fonctionnement prétraitement
 - 12 collectivités
- Respect du PC
 - 2 collectivités + 1 si prétraitement
- Facturation (évolution des coefficients de pollution)
 - 14 collectivités, mais 6 : disposition peu appliquée et 1 : mesures non certifiées
- Audit autocontrôle
 - 7 collectivités (/ 10)

Des contrôles de quel type ?

- Sur EU / Industrielles
 - 12 collectivités
- Sur EP
 - 8 collectivités dot 2 précisent « rarement »
- En partie privative
 - 9 collectivités, quand elles le peuvent
- Avec des moyens techniques simples
 - 3 collectivités
- A partir de prélèvements + analyses
 - 6 collectivités
- Sur échantillonnage 24h ou 48h
 - 11 collectivités

Des contrôles avec quels moyens ?

- Budget
 - Enveloppe fonction du nb de contrôles : **3** collectivités
 - Prévus dans le contrat de DSP : **1** collectivité
 - Reconduction de l'enveloppe de l'année n-1 : **5** collectivités
 - Souvent difficile à expliquer (**8** collectivités ne répondent pas)
- Refacturation aux entreprises en cas de non-conformité
 - **13** collectivités (dont 3 pour lesquelles c'est « prévu »)
- Organisation
 - Prélèvements et analyses en Régie : **5** collectivités
 - Prélèvement en Régie / Analyses sous-traitées : **5** collectivités
 - Prélèvements et analyses sous-traités : **7** collectivités

Des contrôles pour quelles conséquences ?

- Obligation d'entretien
 - **15** collectivités
- Travaux
 - **12** collectivités
- Modification de la facturation
 - **11** collectivités
- Pénalités financières
 - **10** collectivités